

SONDAGE // Selon l'enquête Elabe-Wavestone pour « Les Echos », 52 % des Français jugent que l'élection de Macron a été « une mauvaise chose ». Le scepticisme prédomine sur l'ampleur et l'efficacité des changements.

Un an après, la France toujours coupée en deux

Pierre-Alain Furbury
@paFurbury

Soucieux de montrer qu'il n'est pas le défenseur d'un camp, en l'occurrence celui des « riches », Emmanuel Macron a pris soin de rappeler, le 12 avril sur TFI, qu'il est bien « le président de tous les Français ». Institutionnellement, c'est incontestable. Mais sur le plan politique, la perception des Français est bien différente. Un an après le début de son mandat, le regard qu'ils portent sur son action montre un pays toujours coupé en deux, selon l'enquête Elabe-Wavestone pour « Les Echos » et Radio Classique. Le chef de l'Etat a, certes, élargi son socle du premier tour, faisant quasiment le plein dans son camp et séduisant la moitié des anciens électeurs de François Fillon et de Benoît Hamon. Mais l'homme et sa politique divise. « Un président, deux France », résume l'institut de sondages, alors qu'Emmanuel Macron dit vouloir « réconcilier ».

Pour 52 % des personnes interrogées contre 48 %, son élection a été « une mauvaise chose ». Globalement, mieux une personne est lotie sur le plan professionnel et financier, et plus elle voit le macronisme d'un bon œil. Et inversement. Précisément, 58 % des cadres et professions libérales et 63 % des Français qui disent « boucler facilement leur fin de mois » applaudissent l'accession au pouvoir d'Emmanuel Macron quand 66 % des ouvriers et 71 % de ceux qui « sont obligés de puiser dans leurs réserves ou de se faire prêter de l'argent pour boucler leur fin de mois » font grise mine. Sa

Macron a élargi son socle du premier tour, fidélisant son camp et séduisant la moitié des électeurs de Fillon.

politique économique et sa politique de l'emploi recueillent l'assentiment de 61 % des cadres et professions intellectuelles supérieures, contre 36 % des ouvriers.

Quelle que soit leur catégorie, les Français reconnaissent au chef de l'Etat sa volonté de réformes. Pas moins de 69 % d'entre eux voient en lui un « réformateur » et une majorité pense même qu'il a « un projet global » pour la France. Appelés à donner leurs impressions sur Emmanuel Macron, le quart des sondés évoque spontanément le

« changement », le « dynamisme », la « détermination » ou l'« efficacité ». « La réforme reste le moteur de ses soutiens », souligne Bernard Sananès, le président d'Elabe. Mais son action apparaît déséquilibrée aux yeux des Français. Une personne sur deux qualifie sa politique d'« injuste ». Plus de six sur dix désapprouvent sa politique sociale et estiment qu'il « divise la société ». Et la promesse qu'il a faite de « libérer » les énergies et, en même temps, de « protéger les plus faibles » n'est pas tenue aux yeux de la majorité des sondés. Seuls 16 % estiment qu'il a fait les deux, quand 52 % trouvent qu'il n'a fait ni l'un ni l'autre.

Attentes et crispations

Les Français doutent qu'il ait profondément changé « la façon de faire de la politique ». Ils doutent surtout de l'efficacité et de l'ampleur de la transformation. Ils ne sont que 20 % à penser qu'il « réforme le pays en profondeur », quand 57 % estiment qu'il ne modifie que « quelques aspects seulement » et 22 % qu'il n'aura, au final, « pas changé le pays ». Malgré l'amélioration de la conjoncture, pas moins de 58 % d'entre eux jugent que son action ne permettra pas d'améliorer la « situation du pays ». Pire, pour plus

de quatre Français sur cinq (81 %) et même la moitié des sympathisants de La République En Marche, Emmanuel Macron n'améliorera pas leur « situation personnelle ».

Après douze mois à l'Elysée, l'opinion publique trouve qu'Emmanuel Macron incarne bien la fonction, en particulier à l'international (il séduit même, sur ce point, la majorité des électeurs de Jean-Luc Mélenchon), et sont satisfaits qu'il ait ouvert le gouvernement à la société civile. A l'inverse, il est perçu par beaucoup comme « arrogant » et, pour deux Français sur trois, « éloigné des gens ». Quand on les interroge, 45 % des sondés donne impulsivement un jugement négatif à son égard (10 points de plus que les positifs), 15 % émettant même « des insultes ou des vulgarités ».

Les éléments de crispation sont nombreux. Les attentes également, notamment sur l'emploi et le pouvoir d'achat, qui caracolent toujours en tête des priorités des Français (devant la lutte contre le terrorisme, la protection sociale, l'immigration et la réforme de l'Etat). Preuve que rien n'est figé, quatre personnes interrogées sur dix pronostiquent la réélection d'Emmanuel Macron en 2022 mais à peine 6 % en sont convaincus. ■

INTERVIEW // BERNARD SANANÈS Président d'Elabe

« Pour l'opinion, la promesse présidentielle du « libérer-protéger » n'a pas été tenue »

Propos recueillis par
Stéphane Dupont
@DupontEchos

Pour le président de l'institut Elabe, les Français sont en attente de résultats sur le pouvoir d'achat, l'emploi et la fiscalité. Ils reconnaissent au chef de l'Etat sa volonté de transformation mais se demandent où elle les conduira et s'ils en profiteront.



Bernard Sananès.
Photo Emeric Fohlen/Elabe

Comment les Français perçoivent-ils cette première année du quinquennat ?

Les Français sont partagés. Ils reconnaissent au chef de l'Etat sa volonté de transformation, mais doutent de la profondeur de cette transformation. Ils lui font crédit d'avoir donné un coup de pied dans la fourmilière politique, mais ils considèrent qu'il n'est pas encore parvenu à changer la façon de faire de la politique. Et pour les Français, la promesse présidentielle du « libérer-protéger » n'a pas été tenue. Seule la première partie de ce diptyque a été mise en œuvre à leurs yeux. Néanmoins, ce « libérer-protéger » reste une promesse qui peut être l'équation de la suite du quinquennat, le point d'équilibre de la société, le pilier du rassemblement sur lequel Emmanuel Macron veut désormais « unir » les Français. Mais, pour l'instant, il est perçu comme le président-transformateur, pas comme le président-protecteur.

Comment expliquez-vous le scepticisme des Français vis-à-vis du projet de « transformation » du chef de l'Etat ?

Beaucoup de Français s'interrogent sur le sens de cette transformation. Ils savent que le statu quo n'est pas possible mais se demandent où la

transformation annoncée va les mener. Ils en redoutent l'impact, notamment social, et ne voient pas le bénéfice qu'ils pourraient en tirer. Et puis cette politique n'a pas encore de victoires à mettre à son crédit. Après un an, Emmanuel Macron n'a pas de marqueurs de succès. Il est toujours jugé sur ses intentions et non sur ses résultats. Il a fait la pédagogie de la transformation mais il n'est pas parvenu à la mettre en perspective, à lui donner du sens. Transformer pour quelle France demain ? Ce « récit » n'apparaît pas clairement et n'est pas inclusif aux yeux des moins favorisés qui se demandent s'ils ont leur place au pays de Macron.

Pourquoi les Français se disent-ils si pessimistes, notamment pour leur propre situation, alors que la conjoncture s'améliore ?

Le vent d'optimisme qui a suivi l'élection présidentielle retombe

progressivement. Les Français voient bien que la situation économique est meilleure globalement, mais ils ne notent pas d'amélioration concrète pour eux pour le moment. Et, même si cette embellie devait durer, ils se disent qu'ils ne sont pas sûrs d'en profiter. Cette perception est particulièrement marquée dans les milieux populaires. Les ouvriers ou les employés ont le sentiment que le retour de la croissance bénéficie d'abord aux classes favorisées, et que la politique d'Emmanuel Macron est tournée vers ces catégories et non vers eux. Il y a rarement eu en France un tel écart de jugement de la politique gouvernementale entre les cadres et les ouvriers qu'aujourd'hui.

Quels sont les risques que court dans l'opinion Emmanuel Macron ?

Au-delà de l'image du président première année de quinquennat dans toutes les catégories sociales, dans tous les électors jusqu'à gagner le sien, le nouveau risque aujourd'hui est que les critiques se cristallisent sur sa personnalité. Beaucoup de Français lui reprochent de prendre seul les décisions, de ne pas être à l'écoute, d'être coupé des réalités. Bref l'autoritarisme inquiète. Il ne faudrait pas que cette perception s'enracine elle aussi.

Le président a-t-il encore assez de soutiens pour réformer ?

Oui, incontestablement. Le succès d'Emmanuel Macron durant cette première année de quinquennat est politique : il a élargi son socle du premier tour de l'élection présidentielle. Au-delà de ceux qui ont voté pour lui le 23 avril 2017, il peut s'appuyer désormais sur la moitié

de l'électorat de François Fillon. Pour continuer à réformer, il a besoin du soutien sans faille de cette base électorale. Et il ne peut l'obtenir qu'en continuant d'avancer. Impossible pour lui de mollir ou de ralentir sur les réformes, sinon ces soutiens le quitteront. La détermination à réformer est le socle de la recomposition politique qui s'opère depuis son élection.

L'opposition commence-t-elle à relever la tête ?

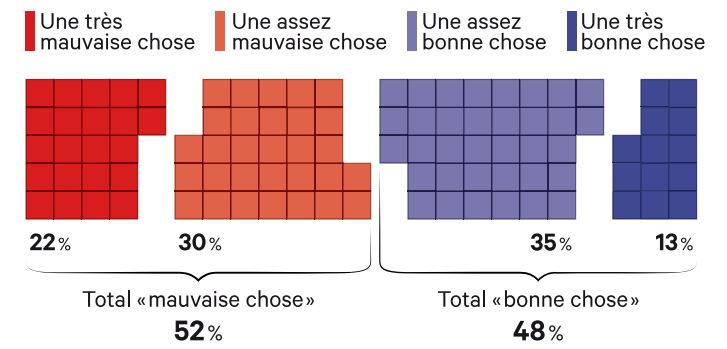
Pas vraiment, au vu de sa fragmentation. Les leaders de l'opposition ne sont pas encore en mesure d'incarner une alternance crédible. Mais cela ne durera probablement pas. La droite républicaine a vocation à représenter la principale force du changement face à En Marche et Emmanuel Macron. Pour quelle ne se reconstruise pas, le chef de l'Etat a donc tout intérêt à continuer de fracturer la droite. Il y a fort à parier qu'Emmanuel Macron va poursuivre et renforcer sa politique qui « parle » déjà à la droite sur l'économie, et continuer à donner des signes d'autorité.

La France semble aujourd'hui coupée en deux politiquement. Emmanuel Macron peut-il réduire cette fracture ?

Il lui sera très difficile de convaincre les électeurs du Front national qui sont aujourd'hui les plus éloignés de lui. Il peut en revanche espérer dépasser son socle électoral en se tournant vers les abstentionnistes, ceux qui sont éloignés de la politique. Ce ne sera possible qu'avec des résultats concrets sur le pouvoir d'achat, l'emploi et la fiscalité. Pour beaucoup de Français, la feuille de paie et la feuille d'impôt seront les vrais juges de paix. ■

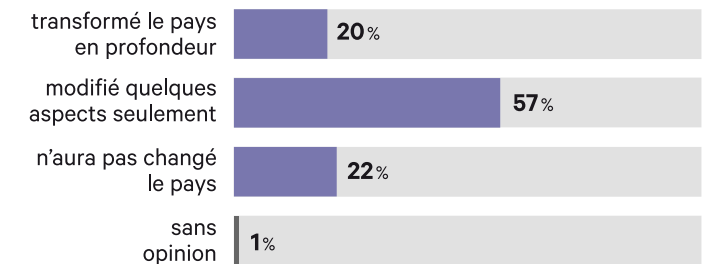
Un an après l'élection : un bilan en demi-teinte

Au global, estimez-vous que l'élection d'Emmanuel Macron le 7 mai 2017 a été une bonne ou une mauvaise chose pour la France ?



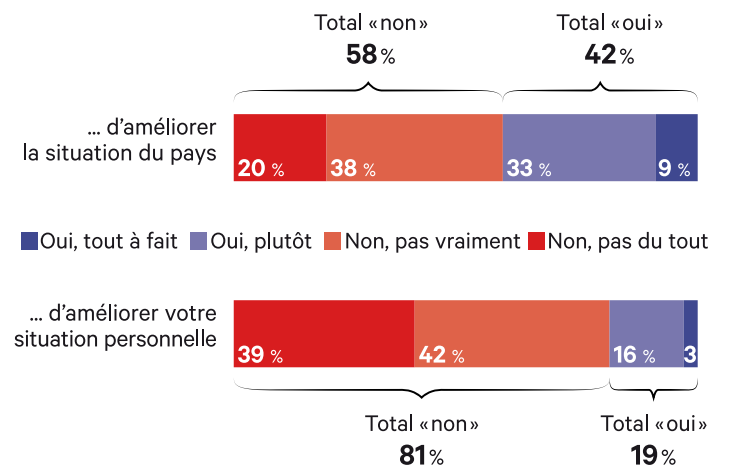
Un pessimisme quant aux transformations menées...

Selon vous, d'ici à la fin de son quinquennat, Emmanuel Macron aura-t-il...



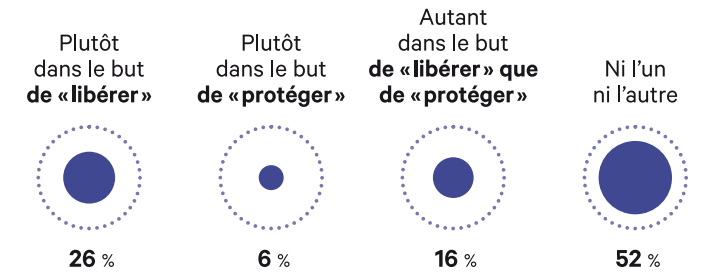
... surtout en ce qui concerne la situation personnelle

Selon vous, l'action d'Emmanuel Macron d'ici à la fin de son quinquennat va-t-elle permettre...



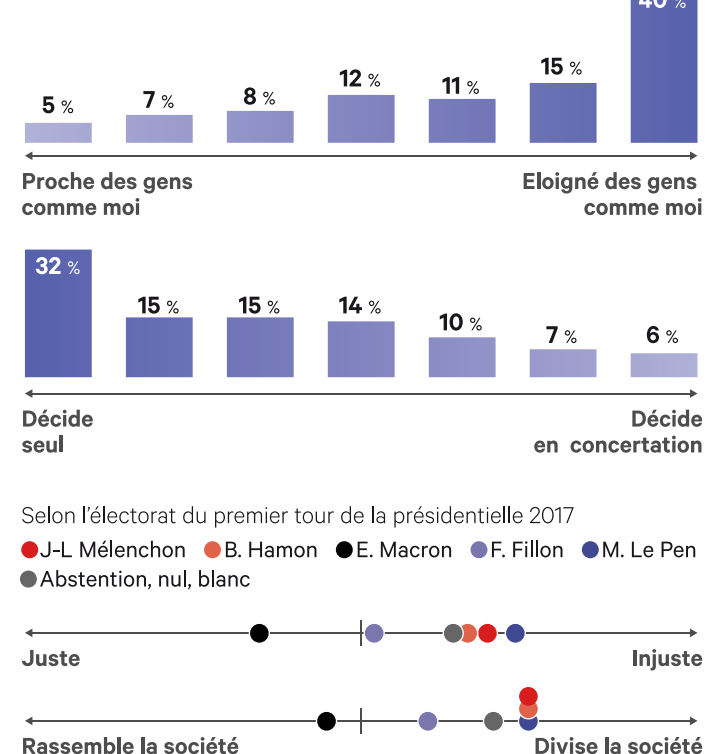
Libérer ou protéger ?

Lors de son annonce de candidature le 16 novembre 2016, Emmanuel Macron déclarait : « Je veux libérer l'énergie de ceux qui peuvent. Et protéger vraiment les plus faibles, avec de nouvelles protections individuelles ». Pendant les 12 premiers mois de son quinquennat, avez-vous le sentiment que l'action conduite était...



Un sentiment d'injustice et de division de la société

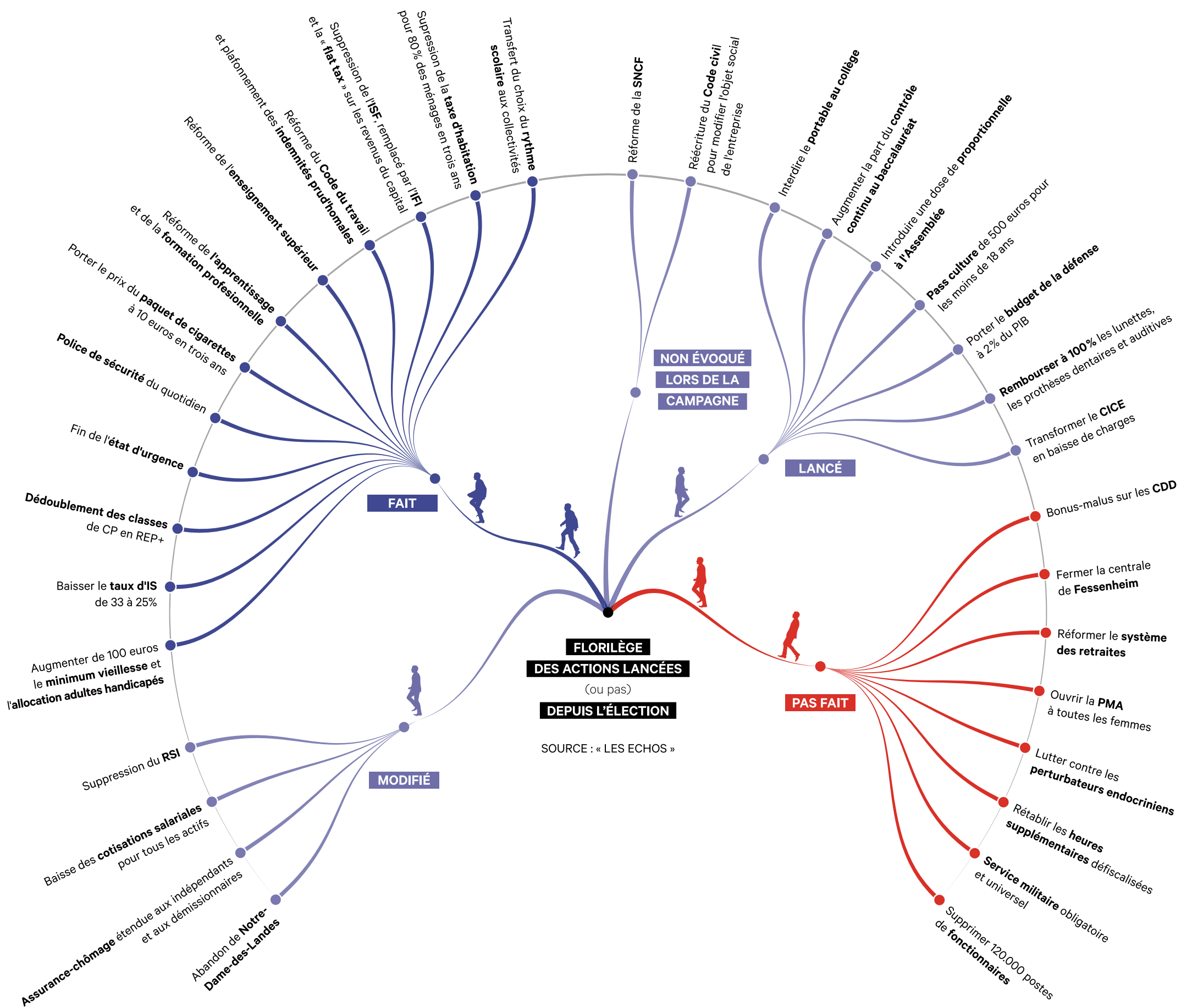
Voici une liste de plusieurs couples de mots qui s'opposent. Pour chacun de ces mots, où situez-vous Emmanuel Macron ?



SOURCE : Sondage Elabe-Wavestone pour « Les Echos » et Radio Classique, réalisé par Internet, du 6 au 9 avril 2018 sur un échantillon de 1002 personnes âgées de 18 ans et plus, et dont la représentativité est assurée par la méthode des quotas

PANORAMA // Emmanuel Macron a lancé un vaste programme de réformes, ambitieux et cohérent. Mais le changement réel est souvent limité et la dépense publique reste dans l'angle mort. Bien mieux que François Hollande, moins fort que le général de Gaulle.

Beaucoup de réformes, peu de révolutions



Jean-Marc Vittori
@jmvittori

Un vrai changement ! En un an, l'économie française semble déjà toute requinquée. L'activité est solide, le chômage baisse, le déficit public recule – cette année, un peu au-dessus de 2 % du PIB, au plus bas depuis 2006. L'effet Macron est impressionnant. Sauf que ces bons chiffres ne doivent rien, ou si peu, à la politique du nouveau président. Ils viennent de l'embellie conjoncturelle à laquelle François Hollande avait rêvé pendant tout son quinquennat.

Le vrai effet Macron, lui, se fera sentir bien plus tard. Dans toute réforme, il y a en effet quatre temps : le projet du gouvernement, la loi votée par le Parlement, les décrets d'application et enfin la pratique. Dans la loi El Khomri, il y a eu descente brutale entre le premier et le deuxième temps. Pour les accords de maintien dans l'emploi créés par

la loi sur la sécurisation de l'emploi votée en 2013, le changement a échoué dans le quatrième temps, avec seulement une poignée d'accord signés. Or dans ce début de quinquennat Macron, seules deux grandes réformes ont passé les trois premiers temps : fiscalité et Code du travail.

Rythme infernal

L'appréciation est d'autant plus épineuse que le président impulse un rythme infernal de réformes. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre de Jacques Chirac, avait théorisé la vertu d'une réforme par an. Benjamin Griveaux, le porte-parole de l'actuel gouvernement, plaisante à peine en parlant d'une réforme par semaine ! Même le général de Gaulle n'avait pas autant secoué le cocotier en 1958. Il faut remonter en 1946 pour retrouver pareille effervescence législative. Voire à la Révolution. « Révolution »... c'était le titre du livre avec

lequel Emmanuel Macron avait fait acte de candidature à l'élection présidentielle fin 2016.

Changements du réel ou feu d'artifices ? Trois économistes ont forgé ce qui pourrait être une grille d'évaluation du chemin parcouru. En 2014, Philippe Aghion, Gilbert Cette et Elie Cohen avaient publié un livre intitulé « Changer de modèle » chez Odile Jacob. Ils y présentent un ensemble cohérent de réformes que l'on pourrait qualifier de « sociales-libérales », inspiré de ce qui s'est fait dans d'autres pays. Le projet d'Emmanuel Macron s'inscrit exactement dans cette lignée. Ce qui n'est pas surprenant, car Aghion et Macron se sont beaucoup appréciés au sein de la commission Attali.

Le trio d'économistes propose trois grands volets : réforme fiscale, réformes structurelles, réforme de l'Etat. Sur l'impôt, le gouvernement a mis en œuvre leurs principales recommanda-

tions, à l'exception du coup de balai dans les niches fiscales : baisse des cotisations compensées par une hausse de la CSG, diminution de l'impôt sur les sociétés, taxation du capital à 30 %.

Sur les réformes structurelles, tous les chantiers sont en cours, voire clos. Mais ils restent souvent inachevés.

Sur les réformes structurelles, Emmanuel Macron et son équipe ont agi tous azimuts. Dédoublage des classes de CP dans les quartiers défavorisés, ajustement des compétences à l'entrée à l'université, refondation de la formation professionnelle, renforcement du champ des négociations au niveau de l'entreprise, traite-

ment plus efficace des litiges sur les licenciements... Tous ces chantiers sont en cours, voire clos. Mais ils restent souvent inachevés. Le poids des branches professionnelles dans les négociations a été moins réduit que prévu. Les filières universitaires courtes restent à l'état de projet. Le dossier du SMIC ou celui du redéploiement des minima sociaux, au-delà de leur revalorisation, sont laissés de côté.

Réforme de l'Etat : ni échéancier ni objectifs

C'est sur la réforme de l'Etat que les résultats sont le plus décevants. La réforme de l'assurance-maladie a été lancée et celle des retraites est annoncée, même si le calendrier a tendance à glisser. Mais la question cruciale du millefeuille territorial n'est même pas sur la table (il est vrai que François Hollande avait saccagé le dossier). Et surtout, le gouvernement n'a aucune méthode pour « remettre à plat les

missions publiques afin de fixer des priorités claires, des objectifs et des échéanciers », selon l'expression du trio d'économistes. D'inspiration technocratique et non politique, son projet CAP 2022 semble bien parti pour répéter les échecs précédents (MAP, RGPP, RCB...).

Au bout du compte, le changement à la Macron est à la fois large, rapide et cohérent. Mais beaucoup d'actions ne vont pas assez loin. Et la dépense publique, oubliée dans la campagne du candidat, est absente de l'action du président. Sur l'échelle de Beaufort du changement, la Révolution française avait été un ouragan de force 12. En 1958, le général de Gaulle avait soufflé un fort coup de vent de force 9. François Hollande, lui, après un début catastrophique, avait fini par éveiller une légère brise de force 2. Emmanuel Macron, lui, fait bouger les grosses branches, à force 6. Les marins parlent alors de « vent frais ». ■